



L'INCORRECT

Faites-le taire !



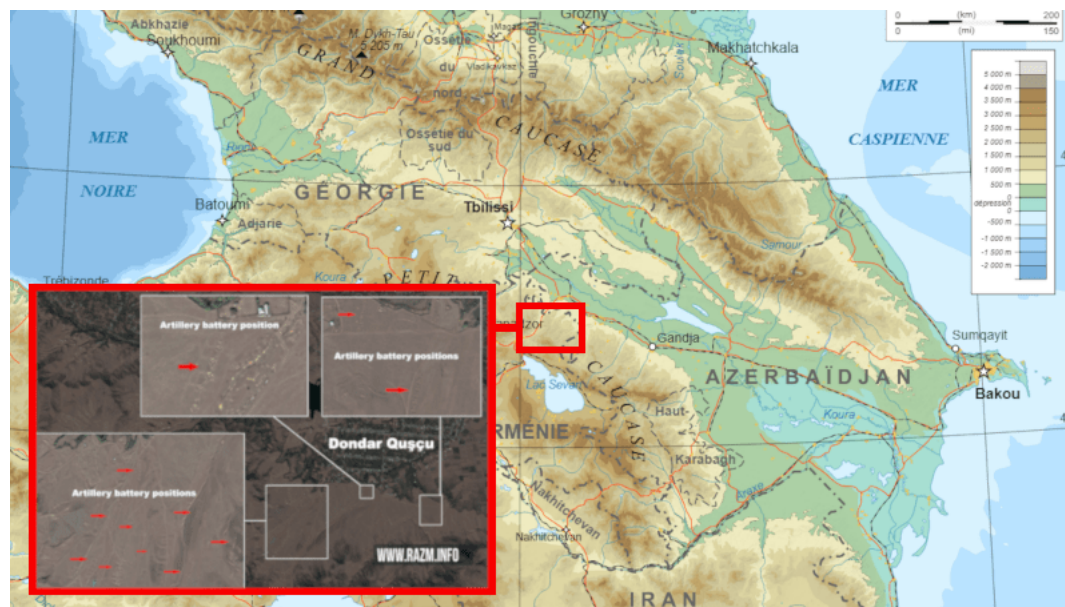
Monde

AGRESSION DE L'AZERBAÏDJAN AU NORD-EST DE L'ARMÉNIE: ENTRETIEN AUPRÈS DE L'AMBASSADE ARMÉNIENNE EN FRANCE

Le 14 juillet, des affrontements à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont conduit à la mort de 17 militaires, en majorité azerbaïdjanais. Ce regain de tensions dans le sud du Caucase entre pays chrétien et musulmans est une menace pour la stabilité régionale qui peut toucher l'Europe. M. Levon Amirjanyan, ministre-conseiller de l'Ambassade d'Arménie en France, explique la situation dans un entretien exclusif.

Par Guillaume Duprat | Publié le 29 juillet 2020

Partage    



© Louis Lecomte pour L'Incorrect

De quelle nature ont été les affrontements entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ces dernières semaines ? Y a-t-il eu une escalade dans les moyens déployés ?

Dès le 12 juillet dernier, l'Azerbaïdjan a lancé une offensive militaire au nord-est de l'Arménie sur la frontière avec l'Azerbaïdjan, en utilisant de l'artillerie et des drones tueurs, ciblant également la population et les infrastructures civiles. Jusqu'à l'heure actuelle [mercredi 29 juillet 2020], les forces arméniennes ont réussi à repousser ces attaques. La stratégie militaire de l'Azerbaïdjan est bien connue. Les multiples tentatives de diversion de l'Azerbaïdjan visant à percer les positions arméniennes qui se sont intensifiées depuis 2014-2015, en sont des exemples explicites. L'apogée de ces offensives a été atteinte en avril 2016 quand l'Azerbaïdjan a lancé une agression massive à l'encontre de l'Artsakh (le Haut-Karabagh).

Y a-t-il eu des dommages matériels ou humains pour les civils ?

Malheureusement cette fois aussi, l'Azerbaïdjan n'a pas renoncé à sa stratégie habituelle en violation grave du droit et des normes humanitaires internationaux. En conséquence, les sites arméniens frontaliers, leurs infrastructures ont été considérablement endommagées. Toutefois, grâce aux contre-mesures efficaces des forces armées arméniennes, nous avons réussi à éviter des cas de mortalité parmi la population civile, quoiqu'il y ait eu des blessés. Un autre élément s'inscrivant dans la stratégie de l'Azerbaïdjan consiste à localiser délibérément les dispositifs d'artillerie sur les sites d'habitation azérie ou en direct voisinage avec ces communes, cherchant ainsi à faire de leur population un bouclier en chair et en os. L'Azerbaïdjan a fait recours à cette tactique maintes fois ce que révèlent aussi les [images satellites](#).

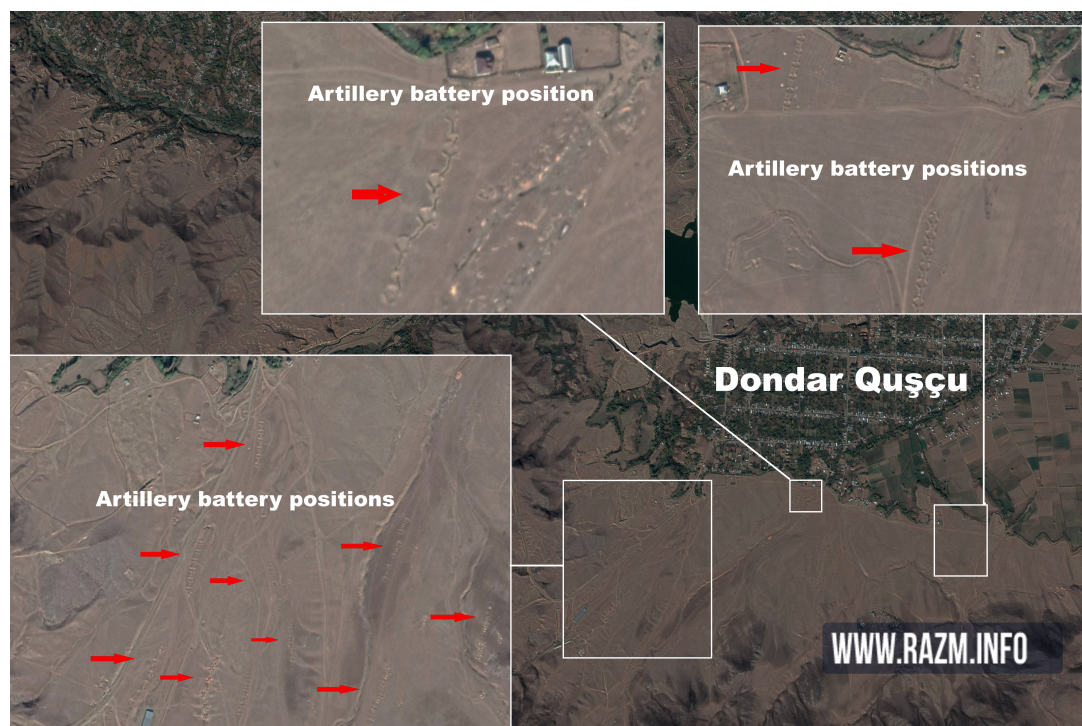


Photo de l'artillerie azerbaïdjanaise près du village Dondar Quşçu dans la région de Tavush, datant du 16 juillet et transmise par l'ambassade arménienne.

Pensez-vous que ces attaques sont un moyen pour Bakou de tester l'efficacité de son armée et d'envoyer un message à l'égard du Haut-Karabagh, comme l'a déclaré le premier ministre arménien Nikol Pachinyan le 18 juillet lors d'une réunion au ministère de la Défense ?

Pour le moment, les vrais motifs et calculs de la provocation azerbaïdjanaise ne sont pas entièrement élucidés, et nous ne pouvons qu'avancer des hypothèses en analysant les événements des derniers mois qui ont précédé ces hostilités. Ce sont, en premier lieu, les discours bellicistes du président azerbaïdjanais Aliiev concernant le règlement du conflit du Haut-Karabagh, ainsi que les revendications territoriales qu'il avance à l'encontre de la République d'Arménie, y compris la capitale d'Erevan. S'ajoutent à cela, les critiques explicites des autorités azerbaïdjanaises à l'adresse des Coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE qui révèlent également la détermination de Bakou à saper le processus de paix.

Cette rhétorique peut être interprétée dans le contexte de l'aggravation des tensions économiques et sociales que connaît actuellement l'Azerbaïdjan

Cette rhétorique peut être interprétée dans le contexte de l'aggravation des tensions économiques et sociales que connaît actuellement l'Azerbaïdjan suite à la chute sans précédent des prix des hydrocarbures sur le marché international. Il n'est un secret pour personne que le régime d'Aliiev fait véhiculer la narrative de la guerre pour en faire un instrument de consolidation interne visant à réprimer la montée des troubles sociaux. À cela s'ajoute l'inculpation depuis des années d'une arménophobie violente au sein de sa société par le pouvoir.

Ceci laisse penser que l'agression azerbaïdjanaise et le choix de la région de Tavouch en tant que cible, poursuivait un objectif principal : à travers l'intrusion militaire et en ciblant les sites d'habitation civile, tenter de s'imposer face aux forces arméniennes pour lancer, par la suite, des hostilités de plus grande envergure et davantage périlleuses en direction du Haut-Karabagh. Cependant, grâce aux capacités de défense des forces arméniennes, l'aventure militaire de l'Azerbaïdjan a donné des résultats inverses à ceux escomptés : les forces azéries ont subi des pertes ce qui a provoqué la panique et a augmenté les dangers d'instabilité interne dans le pays.

Le risque de reprise des hostilités voire d'une guerre existe-t-il, ou se dirige-t-on vers un apaisement après l'apparente accalmie de la semaine dernière ?

La situation sur la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan reste relativement calme, même si l'Azerbaïdjan continue les provocations qui ont enlevé la vie le 27 juin 2020 d'un soldat arménien, tué par des tireurs azéris. La Coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE avec laquelle l'Arménie maintient des contacts en permanence, tient un rôle crucial pour retenir les agressions de l'Azerbaïdjan. Depuis les hostilités azéries du 12 juillet dernier les Coprésidents ont fait déjà trois déclarations appelant à réduire les tensions.

Je voudrais attirer l'attention sur la [dernière déclaration](#) des Coprésidents où ils ont exhorté de s'abstenir des déclarations et des actions menaçant la population civile ou encore les infrastructures cruciales. Cette exhortation a été la réponse des Coprésidents à la déclaration, il y a quelques jours, du Ministère de la Défense menaçant l'Arménie d'attaquer la centrale nucléaire de Metsamor située à une trentaine de kilomètres d'Erevan. L'Azerbaïdjan a fait recours également à ce type de menaces dans le passé. En revanche, c'est la toute première fois que c'est au niveau du ministère de la Défense et à travers une déclaration officielle que ce pays formule explicitement cette menace.

LIRE AUSSI : ENTRETIEN VALÉRIE BOYER : « L'AZERBAÏDJAN EST L'UN DES BRAS ARMÉS DE LA TURQUIE »

Je tiens à préciser, qu'il ne s'agit pas d'une infrastructure militaire, et les missiles que Bakou menace de lancer, causeraient la perte des centaines de milliers de vies humaines dans l'ensemble de la région, en violation du droit international humanitaire. Pire encore, ce serait une menace pour la sécurité globale avec des effets d'un crime contre l'humanité. De ce fait, l'Azerbaïdjan doit publiquement renoncer à cette intimidation. Nous estimons que la communauté internationale doit dénoncer avec fermeté cette menace en tant qu'un terrorisme d'Etat.

Enfin, à cause de son maximalisme belliciste l'Azerbaïdjan sape le processus du règlement pacifique du conflit du Haut-Karabagh. L'Azerbaïdjan doit renoncer publiquement au recours à la force et à sa menace, il doit renoncer surtout à sa propagande anti-arménienne ce qui est à notre conviction une condition essentielle pour le règlement pacifique.

Quelle a été la réaction de la diaspora arménienne en France suite à ces affrontements ?

Les Arméniens qui sont présents dans plusieurs pays du monde, font preuve d'une solidarité unanime lorsque l'Arménie ou nos citoyens font face aux défis existentiels. Comme il fallait s'y attendre, la communauté arménienne de France a réagi d'une façon ferme et émotionnelle à l'offensive de l'Azerbaïdjan, ainsi qu'au soutien officiel de la Turquie dans ce contexte.

Le Conseil de Coordination des Organisations arméniennes de France – le CCAF a [condamné](#) fermement les hostilités de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie. La majorité accrue de la communauté arménienne de France sont les descendants des survivants du Génocide arménien de 1915, et les affrontements azéris dont l'un des cibles est la population civile, réveillent en eux la mémoire du Génocide en les mobilisant contre de nouvelles retombées de ce type d'atrocités.

Pour éviter un embrasement, l'Arménie souhaite-t-elle la médiation de la Russie seule, du groupe de Minsk dans son ensemble ou même de l'ONU ?

Comme je viens de noter, la Coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE a tenu un rôle important en matière de désescalade actuelle de la tension provoquée par l'Azerbaïdjan. La Russie tout comme les deux autres pays Coprésidents, s'est engagée efficacement dans ce processus. Cela fait plus de deux décennies que les négociations se déroulent sous l'égide de la Coprésidence du Groupe de Minsk composée de la France, de la Russie et des Etats-Unis, tous les trois étant, par ailleurs, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.

C'est l'unique format de médiation reconnu par la communauté internationale en matière du règlement pacifique du conflit du Haut-Karabagh qui est acceptable pour toutes les parties impliquées dans le conflit – l'Arménie, l'Artsakh, et l'Azerbaïdjan. Le maintien de cette trinité est crucial, parce que nous sommes convaincus que le processus de négociations appuyé par la Coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE doit se poursuivre, et les mécanismes de suivi internationaux fiables destinés à préserver et à renforcer le cessez-le feu, doivent être mis en place pour éviter ce genre de provocations et d'escalade.

Nous croyons fermement que l'Union Européenne et la France en particulier, qui tient un rôle de premier plan au sein de l'UE et est l'un des pays Co-président du Groupe de Minsk de l'OSCE, doivent être vigilants à l'égard de l'Azerbaïdjan

Je tiens à rappeler que l'instauration de ce type de mécanisme au long de la ligne de contact entre l'Artsakh et l'Azerbaïdjan, ainsi qu'à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan était proposée par les Coprésidents. Cette proposition avait été acceptée par l'Arménie, mais dès le début rejetée par l'Azerbaïdjan. Ceci, par ailleurs, a été également souligné dans les [déclarations](#) des Coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Nous croyons fermement que l'Union Européenne et la France en particulier, qui tient un rôle de premier plan au sein de l'UE et est l'un des pays Co-président du Groupe de Minsk de l'OSCE, doivent être vigilants à l'égard de l'Azerbaïdjan. Il faut veiller que l'Azerbaïdjan ne puisse se provisionner de moyens directs et indirects, sous forme d'arguments politiques ou de matériels militaires et techniques susceptibles d'être perçus ou interprétés par Bakou comme un encouragement pour déclencher des actes susceptibles de déstabiliser la région.

Quel était l'avancée des négociations avec l'Azerbaïdjan concernant le Haut-Karabagh, avant les affrontements de la semaine dernière ?

Suite à la Révolution de Velours de 2018, l'Arménie a déclaré sa volonté déterminée d'œuvrer en faveur du règlement pacifique basé sur le compromis. Le premier ministre de l'Arménie Nikol Pashinyan a fait une déclaration sans précédent en énonçant que le règlement du conflit devrait être acceptable pour chacune des trois parties, à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan et l'Artsakh.

LIRE AUSSI : L'OPPOSITION À LA TURQUIE ISLAMISTE POUR FAVORISER LE RAPPROCHEMENT FRANCO-RUSSE ?

Malgré les efforts constructifs de l'Arménie le président Aliiev a refusé constamment de faire preuve d'attitude constructive, bien au contraire. Il n'a fait que durcir davantage sa position en multipliant les discours bellicistes et haineux anti-arméniens et en avançant des revendications à l'encontre du territoire souverain de l'Arménie.

Quelle a été la réaction des voisins Iran et Géorgie à ces affrontements ?

L'Arménie, pays enclavé et qui depuis son indépendance subit le blocus économique de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, attache une importance substantielle aux relations avec ses deux autres voisins. L'Arménie entretient des relations amicales avec la Géorgie et l'Iran basées sur les liens ancestraux avec ses pays. Dès le début de l'offensive de l'Azerbaïdjan, le ministre des Affaires étrangères de l'Arménie Zohrab Mnatsakanyan est en communication constante avec ses collègues géorgien et iranien et leur a tenu informé des développements de l'aventure militaire de l'Azerbaïdjan.

Plusieurs sources affirment que ce serait la Turquie qui pousse l'Azerbaïdjan à la confrontation avec l'Arménie, pour déstabiliser un pays rompant la continuité entre pays turcophones et dont les relations sont très mauvaises historiquement. Confirmez-vous cette accusation ?

Le soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan n'est pas une chose nouvelle ; il a des racines historiques profondes et prend source du début du 20e siècle, dès l'émergence de l'Etat Azerbaïdjanais. La Turquie continue à rester fidèle à sa politique anti-arménienne, en apportant son soutien inconditionnel à l'Azerbaïdjan en matière du Haut-Karabagh et ceci dès le début du conflit. Je souhaite rappeler que la Turquie a refusé d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie après la chute de l'URSS, et a fermé unilatéralement sa frontière avec l'Arménie.

La Turquie continue à soutenir pleinement l'Azerbaïdjan « fraternel », en l'assistant aussi bien matériellement que politiquement dans ses actions contre l'Artsakh

Depuis, la Turquie continue à soutenir pleinement l'Azerbaïdjan « fraternel », en l'assistant aussi bien matériellement que politiquement dans ses actions contre l'Artsakh. Cette position de la Turquie s'est manifestée de manière encore plus flagrante après qu'Ankara ait sapé le processus de normalisation entre l'Arménie et la Turquie. Les fausses allégations et les menaces bellicistes venant de l'ensemble des plus hautes instances turques, suscitent de très graves préoccupations dans le contexte des hostilités récentes de l'Azerbaïdjan sur la frontière de l'Arménie.

Il suffit de noter la toute récente déclaration de l'Azerbaïdjan annonçant la mise en œuvre prochaine des exercices d'entraînement militaire conjoints avec la Turquie qui soutient entièrement l'aventure militaire de l'Azerbaïdjan, mais aussi nourrit ouvertement des ambitions de portée régionale. Ce comportement agressif, je l'ai dit, réveille en nous – Arméniens – la mémoire du Génocide perpétré par la Turquie, il y a plus d'un siècle, contre le peuple arménien ayant fait 1,5 million de victimes. La politique hostile contre l'Arménie concertée entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, conjuguée de la négation, voire de la justification de ce Génocide par Ankara, démontrent une fois de plus que le conflit du Haut-Karabagh a une portée existentielle pour le peuple arménien.

LIRE AUSSI : ALEXANDRE DEL VALLE : « ERDOGAN SOUHAITE RÉTABLIR LE CALIFAT EN 2023 »

En effet, la Turquie continue à jouer un rôle déstabilisateur au Moyen Orient, à la Méditerranée orientale et en Afrique du Nord. La Turquie nourrit obstinément toutes les hypothèses qui laissent croire que ce pays ne serait pas contre de s'approprier également un rôle similaire dans le Caucase du Sud, en évoquant ses affinités ethniques avec l'Azerbaïdjan. Au vu de telle politique destructrice et provocatrice d'Ankara, l'Arménie a déclaré fermement que la Turquie en aucun cas ne pouvait être engagée dans le processus de paix du conflit du Haut-Karabagh.

Quelle est la réaction du gouvernement Arménien face au retour du culte islamique de la basilique Sainte-Sophie, où la première prière musulmane en quatre-vingt-quatre ans s'y est déroulée le 24 juillet ?

Nous sommes profondément préoccupés par la décision des autorités turques de transformer la basilique chrétienne Sainte Sophie qui est aussi un musée en mosquée. Il ne faut pas négliger le fait que cette basilique n'est pas seulement un monument historique et culturel, c'est un symbole de portée religieuse et politique. Transformer la basilique en mosquée est en contradiction avec les principes fondamentaux de la solidarité, de la tolérance et du dialogue entre les peuples et les religions. Dans ce contexte cette décision est un non-respect à l'égard des peuples chrétiens, y compris les chrétiens de la Turquie étant des minorités nationales.

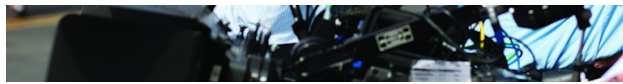
Guillaume Duprat

Partage    

RECOMMANDÉS POUR VOUS



On supprimera la vedette



Remigration est un mot tabou
 désormais des tribunaux prononcent
 sur la base des arrière-pensées
 ainsi que des sémiologues se livrent
 politiques au moyen de la psychologie

Sauvez des vies, rentrez chez vous !



L'éditorial de Jacques de Guillebon : Anastasis



Orages et tempêtes d'une pandémie

L'INCORRECT

- Boutique
- Soutenez-nous
- Contact



APPLICATION MOBILE



LES + LUS



Thaïs d'Escufon : blonde bloc



Menu enfant



Tribune : Députés, réveillez-vous et votez contre la...